

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Île de France

Unité territoriale des Yvelines

Arrêté de mise en demeure n° 2016-38542

Société MORELLEC aux Mureaux

Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 11-062/DRE du 22 février 2011 autorisant la société MORELLEC à poursuivre l'exploitation de son activité de traitement de surface, sur le territoire de la commune des Mureaux, 124 rue Jean Mermoz ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement suite à sa visite sur le site le 8 avril 2016, transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 mai 2016 conformément à l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de l'inspection, il a été constaté que les portes donnant accès au dépôt de produits toxiques étaient vétustes et ne fermaient pas à clef ;

Considérant que ces non-conformités notables sont susceptibles de présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines :

Arrête

Article 1^{er} : La Société MORELLEC est **mise en demeure**, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé sur la commune des Mureaux (78130) 124 rue Jean Mermoz, de respecter les dispositions de l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2011, en sécurisant l'accès au dépôt de produits toxiques.

Article 2 : Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code ;

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 : Le présent arrêté est notifié à la société MORELLEC et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en est adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;
- Monsieur le sous préfet de Mantes-la-Jolie ;
- Monsieur le maire des Mureaux ;
- Monsieur le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Versailles, le **- 6 JUIN 2016**

Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de l'Unité territoriale des Yvelines



Henri Kaltembacher